

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALEN° 63. — 2^e QUINZ. — MAI 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

Devant la crise gouvernementale

POUR ARRÊTER LA GUERRE D'ALGÉRIE POUR EN FINIR AVEC LA POLITIQUE DE RÉACTION

Travailleurs communistes qui n'avez pas voulu le vote des "pouvoirs spéciaux",
Travailleurs socialistes qui n'avez pas voulu la politique de Guy MOLLET,
imposez à vos partis l'unité d'action sur un programme de mesures anticapitalistes
pour un gouvernement ouvrier et paysan

Par 250 voix contre 213, Mollet et son gouvernement sont tombés. Sa chute ne sera pas regrettée dans les rangs de la classe ouvrière; au contraire, c'est avec une certaine satisfaction que les masses enregistreront la disparition de cette équipe Mollet-Lacoste qui n'eut d'autre politique au cours de son existence que celle de la réaction.

Les quelques réformes sociales votées sous la pression des masses — les 3 semaines de congés payés, le fonds vieillesse, une diminution des abattements de zones — ne servirent à ce gouvernement que de couverture pour mener sa politique de répression contre le peuple algérien, l'expédition de Suez et le blocage des salaires.

L. VATAUD (Suite p. 12.)

La grève dans les États ouvriers... et ailleurs

Des informations officielles venues de Chine ont fait savoir que récemment des grèves ont eu lieu dans la jeune République populaire. Dans cette situation, les dirigeants qui sont en train de mener une « campagne de rectification du style de travail » du PC chinois ont pris une position reconnaissant le droit de grève en des termes dont voici l'essentiel (1):

« Le peuple chinois a le droit de manifester et de se mettre en grève, tout comme il a le droit à la liberté de parole et de réunion. Aucun dirigeant de grève ne devrait être sanctionné ».

« L'Humanité » si prête à reproduire tout propos des dirigeants chinois ou autres qui abondent dans l'interprétation stalinienne des événements de Hongrie a fait le silence complet sur ces déclarations.

Le silence de « l'Humanité » se comprend fort bien car, dans cette prise de position sur les grèves, se trouve impliquée une dose d'exploits encore plus grande que celle qui se trouvait contenue dans le rapport de Khrouchtchev.

Pour nous, trotskystes, le droit de grève pour les ouvriers dans les États ouvriers ne constituait jamais une aberration. Dans les premières années de la Russie soviétique, le droit de grève y était reconnu constitutionnellement. Lenine déclara que les ouvriers en avaient besoin pour se défendre, y compris contre leur propre État. La question du droit de grève fut liquidée en URSS, avec tous les autres droits et libertés, quand la bureaucratie usurpa le pouvoir et instaura, sous la direction de Staline,

le régime du Guépéou. Les staliniens proclamèrent qu'il n'y avait plus de classe en URSS, plus de conflits sociaux, que les ouvriers n'avaient aucune raison de faire grève contre eux-mêmes, etc...

Tout cet échafaudage « théorique » reçut un premier coup à Berlin-Est en juin 1953. Il fut profondément secoué par la grève de Poznan et par le soulèvement des travailleurs hongrois d'octobre dernier.

En face de tous ces événements, l'attitude de « l'Humanité » fut d'une simplicité sans pareille: la contre-révolution était à l'œuvre. Dans le cas de Berlin-Est, elle amalgama la grève des ouvriers berlinois avec les manifestations de groupements réactionnaires venus de l'ouest. Pour Poznan, on se trouvait devant une manifestation « de chouans et de contre-révolutionnaires », et le rapport Gomulka qui y voyait avant tout une manifestation légitime des travailleurs contre un régime impossible, était repoussé comme contraire au marxisme. Quant aux événements de Hongrie, il ne faudrait surtout pas dire que ce sont les Rakosi-Geroe, les assassins de Rajk, qui ont la moindre responsabilité dans le soulèvement des ouvriers de Czepe!

Pierre FRANK.
(Suite page 12.)

(1) Voir en pages 6 et 7.